

« Le pays a besoin de mesures audacieuses »

C.V.I.-B

Le Budget 2020/2021 devra inclure une batterie de mesures fortes pour revoir notre système économique et entamer la reprise sans pour autant négliger l'aspect santé. Tel est l'avis d'Amit Bakhirta. Le fondateur et CEO d'Anneau insiste aussi que les objectifs budgétaires soient définis sur cinq ans voire dix ans.

« Nous avons besoin de politiques audacieuses, les types qui réinventent des secteurs-clés de notre économie ; tels que le développement d'un écosystème de capital- pour supporter les entreprises locales et africaines avec la possibilité de lever des fonds ici même à Maurice », fait ressortir Amit Bakhirta. Une telle politique audacieuse, poursuit-il, peut passer par le cadre budgétaire et fiscale du pays.

L'exercice budgétaire doit, préconise-t-il, indéniablement être innové et faire partie d'un plan stratégique à plus long-terme. « Un Budget axé sur une année sans queue ni tête est un autre Budget de perdu. Le Budget doit être le petit pas annuel qui nous rapproche de nos objectifs budgétaires de cinq ans voire dix ans », ajoute-t-il.

JURIDICTION FINANCIÈRE

De plus, poursuit Amit Bakhirta, le ministre des Finances doit assurer qu'un cadre de gouvernance approprié soit insufflé dans notre juridiction financière de manière à maintenir notre crédibilité et notre réputation. « Il faut tout simplement que la Banque de Maurice et la Financial Services Commission promulguent les lois qui confèrent à notre juridiction une conformité à la Financial Action Task Force (FATF), qui est le casse-tête pressant de notre



Amit Bakhirta.

industrie financière », explique notre interlocuteur.

Le CEO d'Anneau recommande aussi une allocation intelligente et durable des ressources économiques de notre pays. « Avec notre dette au Produit intérieur brut (PIB) dépassant probablement le marqueur de 70 % dans un scénario de contraction économique de -9 % à -15 %, l'énigme sera plus intéressante. Cependant, il est essentiel de veiller à ce que les bonnes incitations, subventions et projets soient mis en œuvre pour une reprise économique durable. Une crise donne la possibilité de refléter sur la faiblesse de chacun et la façon de remédier à ces faiblesses de manière durable, de sorte à protéger notre économie de tels chocs à l'avenir », explique-t-il.

Autre proposition : que l'accès au crédit rapide et bon marché est nécessaire surtout

la main d'œuvre hôtelière et pour les gens en chômage « technique ». Ces personnes pourront ainsi continuer à se former et ceux qui songent à un changement de carrière ou à l'entreprenariat auront les moyens de le faire », fait-il ressortir.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Amit Bakhirta estime aussi que le Budget doit miser sur l'innovation technologique. « On doit guider et former les jeunes à apprendre le codage et la programmation dès le primaire. Alors que le monde évolue, notre système reste malheureusement stagnant et cela doit impérativement être revu. Nous ne pouvons pas utiliser les outils ou les compétences d'hier pour réaliser le travail de demain. En tant que nation, nous serons moins compétitifs », prévient-il.

Sur le plan social, il souhaite que le Budget mette l'accent sur la santé, les meilleures conditions améliorant la flexibilité des lois du travail à domicile, l'accès au crédit/financement pour les entrepreneurs, le renouvellement de notre système éducatif, mais aussi le maintien du développement des travailleurs et de leur pouvoir de consommation. Et d'ajouter que la santé et la protection du peuple de cette pandémie restent primordiales. « Le placement dans les lieux publics des distributeurs (gratuits) automatiques de masques, gants, désinfectant serait très apprécié. Ce sera très bien si des tests gratuits pourraient être organisés et effectués pour toute la population. Cela donnera une base de données crédibles et surtout permettra au gouvernement d'identifier les porteurs asymptomatiques », a-t-il conclu.

La santé et la protection du peuple de cette pandémie restent primordiales.

pour ceux qui sont au bas de l'échelle et pour les PME, préconise-t-il. Sur le plan fiscal, il se prononce pour une fiscalité inverse d'un an (« congé fiscal ») pour la base de la main-d'œuvre. Ce qui, ajoute-t-il, contribuera à alimenter la vélocité de l'argent et à maintenir une consommation privée raisonnablement forte. « Le gouvernement devrait aussi promouvoir et subventionner des cours. Par exemple, pour